



ÉCOFÉMINISME

Pour le plus grand bien de tous

La masculinité toxique des dirigeants qui ont indirectement engendré la pandémie du COVID-19 a également provoqué le chaos climatique et un manque de respect total pour le bien-être des personnes et de la planète.

Alors, quelle pourrait être la solution pour sortir de ce chaos ?

Entrez les termes sur un moteur de recherche : ' politiques environnementales transformatrices de genre '. Il suffit de regarder le leadership dont font preuve les gouvernements de l'économie du bien-être, dont quatre sur cinq sont dirigés par des femmes. En moyenne, les femmes ont tendance à faire des choix plus durables, par exemple en matière de mobilité ou de pratiques agricoles. Étant donné que 70 % des ministres de l'environnement de l'UE sont des hommes, ces choix ne sont toujours pas pris en compte dans le ' Green Deal ' européen, qui est myope aux questions de genre. Ce qui manque également, c'est une reconnaissance explicite de la

Partie 2 - ÉCOFÉMINISME : Pour le plus grand bien de tous

centralité de ‘ l’économie du care ’ en tant qu’épine dorsale de nos sociétés. La pandémie nous a rappelé l’importance des soins, tant à la maison qu’au travail. Sa reconnaissance continue de faire défaut et la charge d’être un fournisseur de soins pour les autres reste très inégalement répartie.

Voici ce que nous devrions faire, dès maintenant. Premièrement, nous devrions collecter des données ventilées sur l’identité de genre pour un large éventail de questions telles que les bénéficiaires de l’argent du plus grand budget de l’UE : la politique agricole commune (PAC) - ou sur les personnes en situation de pauvreté énergétique. Les conclusions tirées des données collectées doivent ensuite conduire à des mesures qui comblent les vastes écarts entre les hommes et les femmes dans ces domaines, ce qui, à son tour, conduirait à une économie globalement plus durable. Si les valeurs écoféministes telles que la solidarité, l’équité, la non-discrimination, le respect de la différence et de la diversité, étaient la norme dans l’élaboration des politiques environnementales et économiques, les gagnants seraient la grande majorité de la population ainsi que la nature. Il est difficile d’imaginer qui pourrait s’opposer à ces valeurs. L’économie du bien-être est une question d’équité et de création d’une ‘ bonne vie ’ pour les personnes et le reste de la nature, avec une attention particulière à l’intersectionnalité, qui désigne la situation de personnes subissant simultanément plusieurs formes de discrimination dans une société.

C’est dans cette optique que nous devons examiner des éléments tels que le Green Deal Européen, la gouvernance économique de l’Union Européenne, le 8ème programme d’action pour l’environnement (8PAE), etc. et voir dans quelle mesure ils peuvent être améliorés.

Il convient notamment de remplacer le PIB comme indicateur global de prospérité. Nous devons utiliser de meilleures méthodes pour mesurer le bien-être des personnes et de la nature. Un autre axe est de donner la priorité à l’économie du care, ce qui est possible en transformant l’actuel Pacte de stabilité et de croissance en un Pacte de durabilité et de bien-être.

Partie 2 - ÉCOFÉMINISME : Pour le plus grand bien de tous

L'Union Européenne peut le faire en s'inspirant de la Nouvelle-Zélande, qui a conçu l'ensemble de son budget en fonction des priorités en matière de bien-être, par exemple la lutte contre la pauvreté des enfants et la violence domestique, la santé mentale et la transition écologique. Tous ses ministères sont chargés de concevoir des politiques publiques visant à améliorer le bien-être.